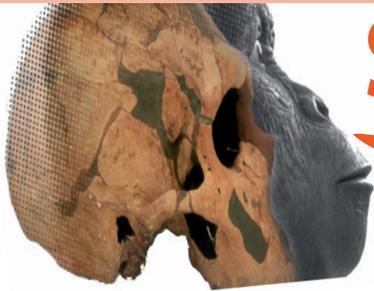




Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017. P.16

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°125 du mardi 23 août 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P.11
- **Activités du Gouvernement.** P.8

Dédicace

Littérature au Burkina : Naissance de « Nos amours impossibles »

Région du Centre



Pegdawendé Pélagie NABOLE, auteur de "Nos amours impossibles."

La famille de la littérature burkinabè s'agrandit, car une nouvelle œuvre littéraire voit le jour. Il s'agit de « nos amours impossibles » de Pegdawendé Pélagie NABOLE. La jeune auteure née le 08 octobre 1993 a fait la dédicace de son ouvrage le samedi 20 août 2016 à Ouagadougou.

C'est un recueil de trois nouvelles parus aux éditions « Vivre ensemble » en cette même année 2016. L'ouvrage, intitulé « nos amours impossibles » porte sur la thématique de la liberté des choix que tout individu est appelé à faire dans sa vie.

Suite page 2.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Dédicace



Baba HAMA, ancien ministre de la culture était le parrain de la cérémonie.

Selon son auteur, les trois nouvelles contenues dans l'œuvre appellent à réfléchir sur les questions d'interdits ou auto-interdits, imposés par la société, la liberté de choisir, d'aimer, d'assumer ses choix et ses responsabilités.

Dans la première nouvelle intitulée « *mes chimères* », l'auteur dépeint la situation d'une jeune fille rongée par la culpabilité de n'avoir pas pu avouer son amour à un jeune garçon qu'elle a

pourtant beaucoup aimé jusqu'au jour où ce dernier est décédé.

Dans la seconde « *l'amour : le cœur ou la raison* », il est question d'une fille qui est confrontée à un problème de cœur et de raison. Elle est liée à un homme par sa société, ce que l'auteur appelle la raison, alors qu'elle éprouve un amour pour un autre homme, c'est le cœur. Une situation qui ne lui permet pas d'opérer son propre choix.

Quant à la troisième, elle est intitulée « *pour l'amour de ma patrie* ». Il s'agit d'un jeune défenseur des droits de l'homme engagé pour la justice et la paix dans son pays. A cause de ses actions, ce dernier devra faire face à une jeune fille qui est chargée de l'éliminer. Si elle ne parvient pas à le faire, c'est sa propre vie qui est menacée. Selon Pélagie P. Nabolé, c'est « ainsi que se pose le choix problématique entre la survie et la liberté, la justice et la paix dans nos pays ».

En résumer, ce recueil appelle les individus à vivre leur propre choix en toute liberté et en toute responsabilité. Avec cet ouvrage, la jeune auteur de 24 ans est à sa deuxième œuvre littéraire. Le premier est un roman intitulé « le péril ; paru en 2012 aux éditions CRYSPAD et traite de la problématique de l'éducation des adolescents dans une société en transition entre traditions et modernité.



Invités et journalistes.

Valentin YOUMANLI pour SCI



Accidents de circulation routière à Ouagadougou : Les jeunes sont les premières victimes

Région du Centre

L'Observatoire de sécurité de la commune de Ouagadougou (OSCO) a dressé l'état des lieux des accidents survenus dans la ville de Ouagadougou, courant premier semestre de l'année 2016. Des révélations à prendre, qui devraient indiquer la conduite à tenir pour chaque ouagavillois.

Au cours du premier semestre de l'année 2016, l'Observatoire de sécurité de la commune de Ouagadougou (OSCO) donne le bilan suivant :

- 1779 accidents de la circulation routière dans la commune de Ouagadougou, soit en moyenne 20 accidents par jour ;
- 2012 victimes (soit 22 victimes par jour), dont 77 victimes inconscientes, 15 victimes décédées sur place.

En effet, les engins à deux roues sont impliqués dans les 1779 accidents, soit environ 96% et ont causé la mort de 13 personnes. Ils constituent le mode de déplacement le plus dangereux car ils sont les plus exposés aux risques des accidents, selon OSCO.

En tout 1259 victimes des accidents sont âgées de 16 à 35 ans et 06 personnes décédées sont issues de cette tranche d'âge. Cette frange de la population est la plus exposée aux



Archives.

risques d'accidents.

En ce qui concerne le genre, celui masculin est le plus exposé aux accidents routiers avec 1413 victimes dont 11 décès. Le mois qui a le plus enregistré de victimes est celui de janvier soit 704 cas et le mois de mars a enregistré le plus de victimes décédées.

Les samedis et les dimanches ont été les jours qui ont enregistré le plus d'accidents soit respectivement 282 et 287 accidents. 07h, 08h, 18h, 19h, 20h et 21h ont été les horaires les plus dangereux. L'arrondissement n°5 de la ville de Ouagadougou aura enregistré le plus d'accidents de même que le secteur 28.

Des axes comme le boulevard des Tensoaba (158 accidents), l'avenue Zamsé (79 accidents), l'avenue Boulmiougou et le boulevard France-Afrique (50 accidents), et enfin les avenues de la Liberté et Sanmentenga (47) ont été les voies les plus dangereuses.

L'inobservation des règles de la

circulation routière et la recrudescence de l'incivisme dans la circulation routière sont les principales infractions qui ont causé ces différents accidents, selon l'OSCO.

En tout état de cause, il convient en bon citoyen d'observer un certain nombre de règles en circulation pour ne pas mettre en danger sa propre vie et celui des autres.

Il s'agit entre autres de respecter les règles de la circulation routière et ainsi que les autres usagers dans la circulation, ne pas conduire en état d'ébriété, éviter de manipuler son appareil de communication en conduisant, porter toujours la ceinture de sécurité ou un casque tout en respectant la vitesse prescrite dans la ville de Ouagadougou (50km/h).

Yéro pour SCI



Archives.

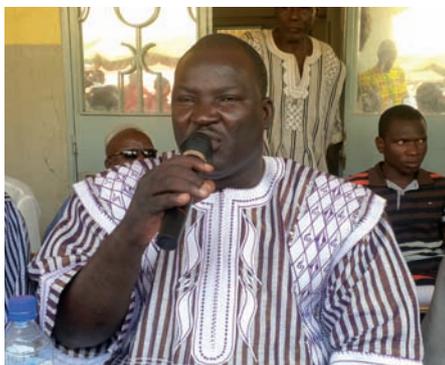


Utilisation du gaz butane dans les taxis : Les taximen prêts pour l'abandon de la pratique

Région du Centre

Les responsables de la Fédération nationale des syndicats des taximen et des acteurs du transport urbain du Burkina (FNST/ATU-B) a tenu une conférence de presse ce lundi 22 août à son siège pour se prononcer sur la demande gouvernementale qui consiste à abandonner l'utilisation du gaz butane pour faire fonctionner les taxis. Ils sont favorables à l'abandon mais demandent un certain nombre d'accompagnement de la part du gouvernement.

« Nous sommes confrontés à un problème concernant l'utilisation du gazbutanequecertainsdenoscollègues taximen utilisent présentement comme source d'énergie à la place de l'essence ou du gazoil. Vu la décision gouvernementale concernant cette source d'énergie, vu l'insécurité qui sévit dans notre pays actuellement, vu la détérioration en matière de santé au sein de notre domaine qui est liée à l'utilisation du gaz butane, nous les différents syndicats de taxi, à travers la Fédération nationale des syndicats des taximen et des acteurs du transport urbain du Burkina (FNST/ATU-B),



Emmanuel Nacoulma président de la FNST : « nous sommes conscients des dangers que le gaz représente pour la santé des taximen et des clients. C'est pourquoi nous sommes prêt pour œuvrer afin que nos camarades l'abandonnent ».



Les responsables des syndicats.

demandons à tous nos camarades se trouvant dans ce contexte de respecter la décision gouvernementale dont les délais accordés entrent en vigueur à partir du 30 octobre 2016 ».

C'est par cette déclaration que le président de la FNST/ATU-B, Emmanuel Nacoulma annonce la volonté de tous les acteurs du transport urbain de se conformer à la décision des autorités qui consiste à abandonner l'utilisation du gaz butane. Avant même cette déclaration, la fédération avait entrepris des campagnes de sensibilisation de ses membres sur le bien-fondé de l'abandon du gaz et du respect de la décision des autorités. Et selon les responsables, les taximen utilisant ce combustible sont favorable à la démarche et donc d'accord pour son abandon.

Cependant pour aboutir à l'abandon total de cette source d'énergie qui n'est pas conforme à ce pourquoi elle est utilisée dans ce domaine, la FNST/ATU-B demande l'accompagnement du gouvernement. Ainsi, il souhaite avoir un soutien financier de deux millions de franc CFA pour chaque taxi utilisant cette source d'énergie car pour eux c'est la somme qui leur permettra de pouvoir prendre tous les dispositifs technique nécessaires pour

laisser tomber le gaz. A propos, ils sont en négociation avec les autorités afin qu'elles puissent leur trouver le financement.

Et selon le président de la fédération, ils ne demandent pas une aide financière sous forme de don, mais plutôt sous forme de prêt. Pour cela il demande à ce que l'Etat soit leur garantie auprès d'une institution financière pour que cette dernière accepte leur accorder les prêts.

L'utilisation du gaz butane comme source d'énergie par certains taximen a fait couler beaucoup d'encre et de salive au Burkina. Ce gaz généralement utilisé dans le domaine de la cuisine représente un danger lorsqu'il est utilisé pour faire fonctionner les moteurs de véhicules. Selon le président de la fédération, plus de trois conducteurs de taxi sont déjà morts à cause de cette pratique.

Actuellement, deux mille deux (2002) taxis fonctionnent avec le gaz butane à Ouagadougou, Bobo Dioulasso et Dédougou. Au regard de ce nombre très important, il est impératif que les propriétaires de ces taxis respectent le délai donné par le gouvernement pour son abandon.

Valentin YOUMANLI pour SCI



Promotion de la pisciculture dans la boucle du Mouhoun : L'enclos de Yaba empoissonné

Région de la Boucle du Mouhoun

Ce samedi 06 août dans le chef-lieu de la commune de Yaba, le ministre des ressources animales et Halieutiques Monsieur Soumanogo KOUTOU, assisté de Mme Mariama KONATÉ/ GNANOU Haut-commissaire de la province du Nayala, a procédé au lancement des empoissonnements 2016 dans l'enclos piscicole du groupement des pêcheurs de Yaba en présence de Monsieur Henri ZERBO Directeur Général de l'élevage, du directeur régional des ressources animales et halieutiques de la Boucle du Mouhoun, de Monsieur Salif KABORÉ préfet du département de Yaba, de Mme Odette MOSSÉ première adjointe au maire représentant monsieur Bourma Jean André PARÉ maire de la commune de Yaba, de Monsieur Issour DIABATÉ directeur provincial des ressources animales et halieutiques du Nayala, des pêcheurs et populations de la commune Yaba.

Mme Odette MOSSÉ première adjointe au maire représentant Monsieur le maire de la commune de Yaba a souhaité la bienvenue à tous les hôtes du jour. Elle a sollicité l'aménagement de boulis sur l'étendue de la commune au regard de son potentiel en terme de maraîcher culture. Elle a joint sa voix à celle du représentant des pêcheurs pour demander la réfection de la digue principale du barrage qui a vu le jour depuis les années 1952 et qui commence à s'ensabler.

Pour Mme Mariama KONATÉ/ GNANOU la cérémonie du jour traduit l'intérêt que le gouvernement accorde à la gestion des ressources naturelles et en particulier à celles halieutiques dans la région de la Boucle du Mouhoun. Reconnaisant l'importance du potentiel halieutique



Enclos aquacoles de Yaba.

riche de plusieurs variétés d'espèces de poissons qu'on trouve dans les grands fleuves comme le Mouhoun et ses affluents permanents, le Sourou, le Nayala, les grands barrages de Pâ, petit Bâlè et les trente sites de production dont cinq dans les Balé, les cinq sur le Sourou, les quinze dans les Banwa et les cinq sur le Mouhoun.

Les espèces sont: les silures, les tilapias (carpes), les anguilles, les capitaines, les sardines et les machoïrons.

Conscients des enjeux de la richesse naturelle, il est nécessaire d'entreprendre des actions de gestion concertée et participative en mettant en place des comités locaux de l'eau, des enclos piscicoles, des comités de gestion des barrages, un périmètre halieutique d'intérêt économique du Sourou, une valorisation piscicole des boulis maraîchers.

Cet acte d'empoissonnement répond au besoin d'offrir du poisson en quantité et en qualité aux populations, sans compromettre les générations à venir. Elle a interpellé tous les acteurs à une synergie d'action pour la gestion et l'exploitation durable des ressources halieutiques.

Pourquoi l'empoissonnement? Selon monsieur Henri ZERBO Directeur Général des Ressources Halieutiques, Il y'a longtemps la faune aquatique était très abondante. Mais de nos jours les ressources naturelles se raréfient et notre pays présentant plusieurs plans d'eau desservant les pays côtiers sera en crise si rien n'est fait. Le Burkina par sa situation géographique s'offre plus de mille plans. Il est nécessaire de procéder à l'élevage du poisson en ensemençant par les plans d'eau et barrages.

Suite page 6.



Actu Région



Empoisonnement.

Les deux enclos de Yaba recevront près de trois mille alevins chacun d'environ quinze à vingt gramme par poisson venus de la station aquacole du Bazèga. Les aliments seront fournis à partir de Bagré. L'élevage va durer cinq à six mois et on s'attend à plusieurs tonnes de poissons. Ainsi un grand pas sera fait dans la richesse

nutritionnelle de l'alimentation dans la commune.

Monsieur Soumanogo KOUTOU fils de la commune de Yaba originaire du village de Siéllé, situé à quelques quinze kilomètre de Yaba, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques est simplement fier de procéder au lancement des empoissonnements

des point d'eau du Burkina. Il a tout simplement demandé aux pêcheurs de Yaba d'en prendre grand soins puisqu'il fera lui-même le suivi et sera témoin de la pêche à la fin de l'élevage. Fils de Yaba mais ministre des ressources animales et halieutiques de tout le Burkina,

Monsieur Soumannogo KOUTOU avant de transmettre les doléances des pêcheurs au ministre de tutelle, a lancé un appel à tous pour prendre soins de tout ouvrage de l'état et surtout du barrage construit depuis 1952 et qui aujourd'hui est ensablé. Il les a exhortés à ne plus pratiquer l'agriculture aux abords directs du barrage.

Le ministre, Mme le Haut-commissaire, Mme la première adjointe au maire et le directeur régional des ressources animales et halieutiques ont procédé tous ensemble à l'empoissonnement des enclos. Ensuite ils ont planté tous les trois chacun un arbre au bord du barrage pour entretenir les berges.



Le ministre Soumanogo KOUTOU plante un arbre.

Tigiane Antoine Ki pour SCI



Abidjan : Le Consulat Général du Burkina outille les associations de femmes et de jeunes en techniques de gestion et de leadership

Côte d'Ivoire



Le Consulat a outillé les femmes et les jeunes.

Partenaires du Consulat Général du Burkina à Abidjan, les associations des femmes et des jeunes burkinabè vivant en Côte d'Ivoire ont bénéficié d'une formation axée sur le renforcement des capacités organisationnelles et en leadership du 09 au 12 août 2016 dans la salle de mariage dudit consulat.

Initiée par le Consul Général, Monsieur Daouda Diallo, et officinée par le Cabinet CSTA de Monsieur Benjamin Bationo, cette formation a pour objectif primordial de doter les bénéficiaires de connaissances et de savoirs leur permettant d'améliorer la gestion de leurs associations

respectives et d'acquérir des techniques de leadership.

Deux grands thèmes ont constitué l'ossature de la formation : la gestion des associations et des projets associatifs d'une part, et la constitution et le développement de son leadership, d'autre part.

Par études de cas pratiques, d'échanges interactifs avec support de personnes ressources, cette formation, premier du genre du Consulat, a été très appréciée par les bénéficiaires. En quatre jours, la centaine de femmes et de jeunes, responsables ou membres d'associations, ont, au terme de la

formation, formulé une doléance, à savoir, le renouvellement de telles séances. Et, c'est à l'unanimité des participants que l'engagement a été pris de restituer les connaissances apprises à la base.

Au cours de la cérémonie de clôture, le Consul général, Monsieur Daouda Diallo, a rappelé le rôle essentiel des associations, notamment, les leaders dans l'animation de la vie de la communauté en Côte d'Ivoire. Il a invité les responsables d'associations à être des modèles à travers un comportement exemplaire.

Suite page 8.



Activités du gouvernement

Suite page 7..

Il a rappelé également que la formation vise la promotion de la jeunesse burkinabè par le renforcement des capacités en entrepreneuriat.

Considérant la jeunesse comme le fer de lance de la communauté burkinabè, Daouda Diallo a réitéré son appel à être des bâtisseurs pour un avenir radieux des peuples burkinabè et ivoirien.

La cérémonie de clôture qui a coïncidé avec la Journée Internationale de

la Jeunesse, célébrée le 12 août de chaque année, a été l'occasion pour le Consul général d'inviter la jeunesse à s'approprier du thème choisi au Burkina « Education civique des jeunes, un instrument de prévention des violences ».

Il a terminé son mot de clôture par un vibrant hommage à la jeunesse burkinabè vivant en Côte d'Ivoire.

Daouda Diallo a réitéré ses

remerciements à la jeunesse burkinabè pour sa mobilisation exemplaire lors du séjour du Président du Faso, SEM. Roch Marc Christian KABORE, à Yamoussokro au 5èmeTAC. Il a manifesté sa réelle satisfaction pour cette action, et il a exhorté les jeunes burkinabè à jouer la carte de la solidarité et de l'entraide au sein de la communauté.

Service Presse de l'Ambassade du Burkina
en Côte d'Ivoire

Simon Compaoré sur la mine d'or d'Essakane

Région du Sahel



Le Ministre sur la mine d'ESSAKANE.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré, s'est rendu sur le site de la mine d'or d'Essakane (région du Sahel), le samedi 20 août 2016. Cette sortie visait à envoyer un signal fort aux responsables de la mine en ce qui concerne la sécurisation effective de leurs activités, personnels et

équipements.

« Nous avons reçu des instructions fermes du Président du Faso et du Premier Ministre, pour renforcer la sécurité des sites miniers. Nous sommes venus à Essakane, pour dire aux responsables de la mine, qu'ils peuvent toujours compter sur l'Etat central», a déclaré le Ministre d'Etat Simon Compaoré, qui, après un entretien avec les patrons de la mine, a

visité la fosse d'extraction du minerai. Au terme de cette visite, Simon Compaoré s'est dit impressionné des investissements réalisés sur le site. Il a félicité la société IAM GOLD ESSAKANE SA pour le travail abattu, et l'a rassurée que l'Etat central a décidé de jouer sa partition dans la sécurisation des équipements et du personnel.

Suite page 10.



Annonces



Appel à candidatures pour le Concours de documentaire scientifique africain « Les Mils d'Or » Le 22 octobre 2016 à Ouagadougou.

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) en partenariat avec le Goethe-Institut et l'Association des Journalistes et Communicateurs Scientifiques du Burkina Faso (AJCS-BF), **ouvre une campagne d'appel à candidatures pour la 6ème édition du concours de documentaire scientifique africain « les Mils d'Or » de Ouagadougou.**

La finale de cette 6ème édition aura lieu le 22 octobre 2016 dans la salle de réunion du campus IRD-CIRAD à Ouagadougou.

Le concours du documentaire scientifique « les Mils d'Or » ambitionne de contribuer à donner du sens à la Science en faisant la promotion du film dédié aux liens entre la Recherche et les enjeux sociétaux (écologie, économie, droits humains ...).

A ce titre sont concernés les films traitant notamment :

- d'enquêtes et analyses établissant un diagnostic ou traitant de la perception d'une problématique, dont l'impact social, économique, humain est avéré ;
- de démarches de recherches, en lien avec le contexte des acteurs sociaux et techniques concernés ;
- de promotion d'initiatives professionnelles de mise en pratique de résultats de recherches.

Les films sélectionnés devront répondre en outre aux critères suivants :

- film réalisé entre 2013 et 2016,
- format numérique,
- durée : 30 minutes maximum,
- langue française ou nationale sous-titrée en français.
- résumé : 5-10 lignes maximum
- contact du réalisateur (nom et e-mail)

Le Jury appréciera les œuvres au travers des critères suivants, sans exclusive de propositions complémentaires qu'il pourra juger opportun dans le cadre de l'édition 2016 :

- Pertinence du thème :
- Au plan scientifique, par rapport à l'actualité et à la validité technique du propos ;
- Au plan de l'enjeu (social, géographique, économique, politique)
- **Qualité du message :**
- Clarté du message et rigueur de son énoncé
- Objectivité scientifique

- Qualité professionnelle et artistique du film :

Prises de vues, son, montage.

Le Lauréat recevra un trophée de l'IRD.

La date limite de réception des films est fixée au 7 octobre 2016 à 17h30.

Les films en compétition seront reçus à l'IRD tous les jours ouvrables sur support DVD ou Blu-Ray Disc.

Contacts :

Bérénice Ouattara, centre IRD de Ouagadougou, Burkina Faso.

688, avenue du Pr Joseph Ki-Zerbo

01 BP 182 Ouagadougou 01

E-mail : com.burkina@ird.fr

Tél : (226) 50 30 67 37 ou 39

Sciences-Campus Info

OFFRE SPECIALE AUX UNIVERSITES, LYCEES ET ECOLES SUPERIEURES

En prélude à la rentrée scolaire et académique 2016-2017, le magazine universitaire vous propose un package pour la circonstance vous permettant de mieux faire connaître votre établissement et ses offres de formations.

Le package comprend la diffusion de votre annonce, communiqué ou affiche sur une page entière du quotidien numérique pendant 30 jours donc sur 30 numéros, la rédaction d'une page dédiée à l'établissement sur le site web, l'affichage du logo, le nom de l'établissement et le lien vers votre site web pendant 30 jours, le partage du lien de la page dédiée à votre établissement sur Facebook pendant 30 jours.

L'audience de Sciences-Campus Info est votre cible recherchée que vous pourrez toucher directement à travers ce package soit plus de 100.000 téléchargements du quotidien numérique à chaque numéro, environ 162.000 personnes sur Facebook et plusieurs milliers de contacts direct des parents et bacheliers 2016 dans le newsletter collectés sur tout le territoire national.

NB : le cout du package est de 150.000 FCFA pour un mois

Contactez-nous : tél. : 00226 76 60 97 21/ 00226 72 08 03/ 00226 72 07 20 /

Email : ac@sc-mail.info / Au siège sur le boulevard des Tang Soaba à 500 mètres du SIAO



Activités du gouvernement

Suite page 8.

Simon Compaoré a aussi interpellé les responsables de la mine sur la politique de « l'après exploitation », et a insisté sur les actions de communication qu'ils entreprendront en direction de toutes les couches de la zone pour mieux expliquer leurs domaines d'interventions.

Le Ministre chargé de la sécurité intérieure a enfin émis le souhait d'une

traçabilité dans toutes les actions entreprises par la mine à l'endroit de la localité et de l'Etat central.

Tout en se réjouissant de cette visite du Ministre d'Etat, le Directeur Général par intérim de la mine d'or d'Essakane, Sylvain Collard, a indiqué que la sécurité demeure la principale préoccupation de la mine, au regard de la situation géographique.

En rappel, cette sortie constitue la deuxième étape d'une série de tournée du ministre d'Etat Simon Compaoré dans les 22 sites miniers du Burkina Faso.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI

Cérémonie de passation de charge au Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA)

Région du Centre



Installation du nouveau Directeur Général.

Le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles, Monsieur Brice Noël YOGO a procédé le 18 Août 2016, à l'installation du nouveau Directeur Général du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), Monsieur Ibrahim Patin-gdé Alassane OUEDRAOGO, qui remplace à ce poste madame Pul-chérie Tapsoba.

Le Secrétaire Général, tout en félicitant et remerciant la Directrice Génér-

ale sortante pour ses acquis, son abnégation au travail pour l'atteinte des missions dudit Fonds, a demandé au Directeur Général entrant de se mettre au travail pour l'atteinte des missions de sa structure et le rayonnement du Ministère en charge de la jeunesse.

Et de poursuivre en l'invitant à s'inscrire dans la vision du Ministère qui est de « Construire une administration moderne, équitable, efficiente pour le développement et un engagement citoyen ».

Le nouveau Directeur Général dit prendre actes des conseils prodigués par le Secrétaire Général.

En rappel, le nouveau directeur général du FAFPA a déjà occupé les fonctions de Directeur Général du Programme National de Volontariat du Burkina, une autre structure rattachée du Ministère de la jeunesse.

La Direction de la Communication et de Presse Ministérielle(DCPM)

Téléchargez le quotidien numérique
Sciences-Campus Info du lundi à dimanche.
7 numéros dans la semaine.





Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : A NUTRITION & SANTÉ CONSEILLER TECHNIQUE - MOYEN-ORIENT

Description

Nous recherchons:

A CONSEILLER NUTRITION & SANTÉ TECHNIQUE

Pour l'Afghanistan - la Jordanie, le Kurdistan irakien et les pays Yémen
Basé à Paris 17 ou Amman (Jordanie)

Responsabilités: Sous la supervision du Directeur régional adjoint des opérations de piscine et sous la responsabilité fonctionnelle du référent du département Nutrition & Santé, vous aurez la responsabilité de soutenir les équipes de terrain et de bureau pour assurer la qualité, la pertinence et l'innovation technique d'ACF interventions.

Plus particulièrement, vous serez responsable de:

Contribuer au projet de régionalisation du secteur de la nutrition au Moyen-Orient

Produire un résumé et des conseils sur des questions techniques à travers le Moyen-Orient, y compris l'analyse et des recommandations sur le rôle de la nutrition et la santé conseiller technique sur la région

Fournir des conseils techniques aux coordonnateurs Nutrition et santé des missions

Fournir votre expertise technique et des conseils au Chef du Département Nutrition & Santé

Fournir votre soutien sur les choix techniques

Proposer une stratégie de capitalisation, des outils et des méthodes appropriées pour sa mise en œuvre

Développer l'approche de partenariat (ONG locales, des secteurs privé et universitaire)

Promouvoir et évaluer la qualité technique des interventions dans les

missions

Contribuer à la définition et la mise à jour des stratégies d'intervention mis au point par les missions

Disséminer normes techniques internes et des documents de référence et d'accompagner la mise en œuvre

Évaluer la conformité aux normes techniques d'ACF par le biais de visites sur le terrain et des audits internes, des recommandations visant à améliorer la performance du programme

Surveiller le rendement et la qualité des programmes

Développer l'expertise technique des équipes de terrain

Capitaliser les meilleures pratiques développées sur les missions

Proposer des approches innovantes et des méthodologies d'intervention aux missions

Développer des modules de formation interne et des modules de formation de conduite

Participer à la gestion des ressources humaines du secteur Nutrition & Santé

Assurer le rôle de référence fonctionnelle de la nutrition et de la santé Chef du Département, d'évaluer leurs compétences et les besoins de développement

Réaliser des entretiens de recrutement techniques pour les expatriés
Bref, des expatriés train, et debriefing

Développer le recrutement pour les experts locaux

Développer des liens avec les institutions universitaires locales

Promouvoir les progrès techniques et de contribuer au développement de l'expertise d'ACF dans le domaine

Participer à l'élaboration de documents de référence sur le secteur

Solliciter d'autres partenaires (ONG, agences des Nations Unies, des scientifiques dans les instituts, universités,

...) d'échanger des documents et des méthodologies

Analyser les problèmes rencontrés sur le terrain, proposer des priorités de recherche pour les missions et animer leur réflexion Le demandeur : Vous êtes titulaire d'un diplôme en nutrition ou la santé publique et vous avez au moins 3 ans d'expérience humanitaire et 1 an au niveau de la coordination sur la nutrition et secteur de la santé. Vous maîtrisez le cycle de gestion de projet, et en particulier le désengagement de processus de partenariats et la durabilité des projets de nutrition et de santé. Vous êtes également reconnu pour votre solide connaissance du contexte du Moyen - Orient.

Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous êtes également en mesure de gérer le stress dans un environnement de sécurité complexe.

Anglais courant est nécessaire.

Statut: Expatriate contrat de contrat ou HQ - à durée déterminée du contrat (6 mois) - Temps plein

Salaire annuel : HQ contrat: Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF), remboursement de 50% des frais de transport en commun.

OU contrat Expatriate - Salaire mensuel brut allant de € 1948 à € 2498 dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement collectif et l'assurance médicale

Suite page 12.



Suite page 11.

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Date de début: Dès que possible

ACF a une politique d'emploi des personnes handicapées.

Pour postuler, s'il vous plaît visitez

notre site Web:

<http://recrutement.action-contrelafaim.org/positions/view/1984/A-Nutrition-Health-Technical-Advisor-for-Afghanistan-Jordan-Iraki-Kurdistan-and-Yemen-countries/>

Suivez nos offres d'emploi et rejoignez - nous sur Facebook: <https://www.facebook.com/groups/acf.jobs/>

Fonctions: Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche

Activités: Autre, Santé

Pays: Europe, Moyen Orient, France, Jordanie

Contrat CDD

Date de fin de validité 30/09/2016

 **Avis de recrutement**

Poste : Stagiaire en appui au service communication

Description

I- CONTEXTE

Asmae est une ONG de solidarité internationale française spécialisée dans le développement de l'enfant. Indépendante, laïque et apolitique, elle est ouverte à tous.

Créé en 1980 par Sœur Emmanuelle sur la base de son expérience avec les chiffonniers dans les bidonvilles du Caire, Asmae poursuit son action dans le respect de valeurs et des méthodes héritées de sa fondatrice : écoute et proximité, pragmatisme, prise en compte des différences, professionnalisme et réciprocité.

L'action d'Asmae vise à soutenir les enfants vulnérables et leurs familles via l'accompagnement sur mesure et dans la durée des acteurs locaux qui travaillent dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance.

Sa vision "Un monde juste qui garantit aux enfants de vivre et de grandir dignement avec leurs familles et leur environnement pour devenir des femmes et des hommes libres, acteurs de la société", se décline en quatre missions :

- Favoriser le développement de l'enfant par une approche globale. Pour cela, Asmae agit aussi sur l'accompagnement des familles en tenant compte de l'environnement ;

- Renforcer la capacité des acteurs locaux du développement de l'enfant, renforcer les synergies entre eux et maximiser leur impact social ;
- Défendre la cause de l'enfant par la sensibilisation et le plaidoyer ;
- Expérimenter, essayer et diffuser.

Aujourd'hui, Asmae soutient et accompagne des projets dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance qui sont portés par 64 organisations locales au Burkina Faso, Egypte, France, Inde, Liban, Madagascar, Mali et Philippines. Asmae agit aussi directement auprès de bénéficiaires dans le cadre de son établissement d'accueil mère-enfants à Bobigny (France).

II- MISSIONS

Le ou la stagiaire travaillera sous la responsabilité de la Responsable communication, au sein du service communication, composée de 2 collaborateurs salariés.

Objectif général du stage :

Le ou la stagiaire aura pour mission de contribuer :

- à la mise en place de la stratégie web, social-média
- à la rédaction de documents de communication
- à soutenir le service communication dans la mise en place de la campagne de communication

Activités :

- Réflexion stratégique sur les réseaux sociaux
- Développement de Facebook et

twitter notamment

- Travailler sur la stratégie webmarketing
 - Travailler sur les mesures d'impact du site web et des réseaux sociaux
 - Participer à la rédaction des newsletters
 - Participer à la rédaction des lettres trimestrielles
 - Participer à la rédaction des divers documents de communication
- Divers chantiers de fonds :
- Participation au déploiement des projets initiés par le service communication

Ville Montreuil (93)

Expériences / Formation du candidat

III- PROFIL RECHERCHE

FORMATION : Niveau Master I ou Master II en communication

COMPETENCES COMPORTEMENTALES:

- Ecoute, aisance relationnelle et adaptabilité
- Capacité à contribuer à la dynamique collective
- Motivation pour travailler au sein du secteur de la Solidarité Internationale
- La connaissance des ONG et du secteur de la Solidarité Internationale sera appréciée

SAVOIR-FAIRE OPERATIONNELS :

- Compétence en webmarketing

Suite page 13.



Jobs Campus

Suite page 12.

- Compétence en community management
- Connaissance de la suite adobe est un plus
- Excellente maîtrise du français, tant à l'écrit qu'à l'oral
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Rigueur, organisation et capacité à agir en autonomie

Langues parlées

- Un bon niveau d'anglais est nécessaire (rédaction de documents en anglais)

Fonctions

Communication

Activités Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat Stage

Salaire / Indemnité

IV- MODALITES PRATIQUES

Indemnités : Base 3.6 €/h pour 151.57h/mois, soit 545.65€/ mois pour un temps plein + 50% transport + tickets restaurant

Lieu : siège de l'association Montreuil (93)

Durée : de septembre 2016 à février 2017

Début : septembre 2016 à temps plein

Documents à envoyer

V- COMMENT POSTULER ?

Adresser un CV et une lettre de motivation sous la référence AS -STAGECOM-FR16 par e-mail à : recrutement@asmae.fr

Nom de la personne contact

Franck GUIHO

Email de la personne contact recrutement@asmae.fr

Postuler en ligne <http://www.asmae.fr/?q=Nous-rejoindre/se-porter-candidat/france/stages/offre/1630>

Date de fin de validité 15/09/2016



Avis de recrutement

Poste : Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (REPAS) Gestionnaire

Description

Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (REPAS) Gestionnaire

CARE International au Liban

CARE est un soulagement et le développement organisation non gouvernementale menant la lutte contre la pauvreté dans le monde. Fondée en 1946, elle est maintenant une confédération composée de 14 membres. En 2012, CARE a travaillé dans 84 pays à travers le monde, en soutenant le développement et les projets d'aide humanitaire pour atteindre plus de 83 millions de personnes. Bien que CARE est une grande organisation internationale avec plus de 11.000 employés dans le monde, nous avons une forte présence locale: 97% de nos employés sont des ressortissants des pays où nos programmes sont exécutés.

CARE met en œuvre une réponse régionale à la crise syrienne pour répondre aux besoins immédiats et les plus urgents des femmes, les hommes, les garçons et les filles qui ont

fui la Syrie. CARE est très bien établi dans la région et mis en place un bureau en Jordanie dès 1948. CARE International au Liban (CIL) soutient les réfugiés ainsi que les communautés locales par le biais de WASH, NFI et activités d'assistance en espèces au Liban Gouvernorats du Nord et du Mont .

Le suivi, l'évaluation, la responsabilisation et l'apprentissage (REPAS) Gestionnaire sera basé dans le bureau de Beyrouth, mais soutiendra les bureaux de terrain de CARE dans le Mont-Liban et de Tripoli. En outre, le gestionnaire REPAS sera en contact avec d'autres membres de CARE, en particulier au niveau régional pour coordonner la réponse, d'harmoniser et de partager des outils, ainsi que les leçons apprises.

Job Summary

Cette position prend en charge le personnel du bureau Pays dans leurs efforts pour renforcer la responsabilisation et le suivi des programmes de CARE au Liban. Le gestionnaire REPAS est chargé de diriger, coordonner et gérer le suivi de CIL, l'évaluation et la responsabilisation du personnel et des activités dans le

bureau de pays et les bureaux extérieurs.

Responsabilités détaillées et tâches

Suivi et évaluation des programmes de CIL
En étroite collaboration avec le DCD-P, la conception et établir le cadre et la structure Country M & E. Superviser la mise en œuvre et la coordination des activités de S & E au niveau du terrain et CIL Beyrouth.

Travaillant en étroite collaboration avec les intervenants internes du programme, définir le cadre et les procédures de suivi et d'évaluation des activités du projet.

Examiner la qualité des données sociales et économiques existantes dans les domaines du programme des bureaux hors Siège, les méthodes de collecte, et la mesure dans laquelle il fournira de bonnes statistiques de base pour l'évaluation des résultats du projet et de l'impact.

Sur la base de l'examen des données existantes, diffuser les résultats et le guide / support de base et

Suite page 14.



Jobs Campus

Suite page 13.

supplémentaire des évaluations des besoins dans les domaines des bureaux extérieurs - assurer l'alignement et la coordination avec les initiatives interinstitutions.

Produire périodique M & E rapports pour les parties prenantes internes et externes pour assurer que les programmes ont des données précises et utiles pour informer le développement du projet.

Conception et test quantitatif et les activités de collecte de données qualitatives au niveau du terrain.

Contribution à l'élaboration de M & E et de responsabilisation sur les aspects des propositions et des rapports donateurs, en coordination avec le personnel du programme. systèmes de responsabilisation et le cadre

En étroite collaboration avec le DCD-P, construire, la conception et la création du Bureau Pays Cadre de responsabilisation et de la structure. Élaborer un plan de surveillance pour CARE et ses partenaires pour chaque projet, avec un plan approprié de travail et les rôles et responsabilités ainsi que des outils de collecte de données et de responsabilisation appropriés développé et testé en étroite collaboration avec les partenaires. Mettre en place des systèmes renforcés dans le cadre des projets, y compris la diffusion de l'information et des mécanismes de rétroaction de la communauté.

Mettre en place un mécanisme d'examen des systèmes et de les améliorer au fil du temps à des consultations étroites avec les partenaires. Élaborer des plans de S & E pour les propositions des donateurs qui sont réalistes et conformes aux normes de responsabilisation CARE / donateurs.

Gestion de l'Unité REPAS

Gérer, coordonner et superviser les activités quotidiennes et la planification de trois M & E unité officiers à savoir: Agent de gestion de données, d'évaluation et de suivi Officer et administrateur des comptes et des plaintes.

Gérer les bénévoles engagés pour la collecte des données.

Assurer membres de l'équipe ont une charge de travail assez distribué.

Assurer que les membres de l'équipe reçoivent le soutien et la direction sur les tâches et les responsabilités.

Coordination et représentation

Identifier, tiers intervenants externes de tiers qui peuvent entreprendre des visites de suivi / évaluation et de faciliter et de superviser leurs activités. Réseau avec d'autres organismes qui entreprennent des activités similaires à apprendre M & E mise en œuvre du système dans des contextes similaires.

Représenter CIL lors des réunions de donateurs et de coordination inter-agences concernées au niveau national; sorties et les enseignements tirés de documents et de partager

Produire un rapport sur les activités de S & E pour soutenir l'apprentissage par le personnel du bureau de pays et d'autres bureaux de pays opérant dans des conditions similaires à celles d'une mémoire de l'aide et de faciliter tout suivi.

Documenter des exemples et des défis de la surveillance et de responsabilisation bonnes pratiques.

Documenter les leçons apprises et les recommandations.

Suivi et vérifier avec l'équipe que les recommandations ont été suivies et faire rapport au DCD-P lorsque des écarts sont observés.

Qualifications

Obligatoire

Licence en aide internationale et le

développement, les sciences sociales, la santé publique, les statistiques / méthodes de recherche, ou dans des domaines connexes; peut être substitué à la longueur de l'expérience.

Au moins trois ans d'expérience professionnelle responsable et directement pertinentes dans un contexte humanitaire, avec une expérience d'au moins deux ans directement dans un rôle de suivi et d'évaluation des responsabilités.

Langues: Maîtrise de l'anglais (écrit et verbal) nécessaire, la maîtrise de la langue arabe préférée.

Connaissance approfondie et l'expérience sur le terrain des principes applicables et les approches de suivi et d'évaluation dans les contextes humanitaires et d'urgence à l'aide de méthodes quantitatives et qualitatives.

Expérience de travail avec les ONG internationales, les agences des Nations Unies, les ministères de tutelle et / ou les autorités locales dans les migrants / paramètres de réfugiés dans les situations d'urgence complexes.

Expérience dans l'évaluation participative et les approches de surveillance communautaire.

Démontrer une expérience de gestion avec la capacité d'engager et de motiver le personnel et les partenaires dans une nouvelle zone difficile.

Expérience avec le renforcement des capacités du personnel national, et en organisant et en facilitant des formations et des ateliers.

Excellentes compétences interpersonnelles et aptitude démontrée à établir des relations efficaces et de travail avec le personnel local et d'autres parties prenantes.

Préférable

Fluency / Compétence professionnelle en arabe (écrite et orale).

Suite page 15.



Suite page 14.

Expérience mise en œuvre Humanitarian Accountability Partnership (PAH).

Expérience en employant des approches novatrices en matière de collecte de données en utilisant la plateforme Android.

La liste ci-dessus est un non-exhaustive, et le gestionnaire de REPAS peut être invité à effectuer d'autres tâches dans le cadre de cette position lors de la demande du DCD-P.

Date de début : ASAP

Lieu d'affectation: Beirut

Conditions:

contrat de 6 mois (renouvelable)
Salaire allant de 2.300 € à 2.500 €

selon expérience

Allocation de logement: jusqu'à \$ 1,300 USD / mois sur présentation des pièces justificatives (ou logement à l'auberge)

indemnité de transport mensuel: \$ 132 USD

Assurance médicale couvert

Comment postuler: S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation par courriel à recrutement.programmes@carefrance.org , indiquant «MANAGER REPAS» dans le sujet de l'e - mail, jusqu'à ce que le 30 ème Août ici 2016.

Ville: Beyrouth

Fonctions: Autre, Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration

Activités: Autre

Pays: Moyen Orient, Liban

Contrat CDD

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation par courriel à recrutement.programmes@carefrance.org , indiquant «MANAGER REPAS» dans le sujet de l'e - mail, jusqu'à ce que le 30 ème Août ici 2016.

Date de fin de validité 30/08/2016

Communiqué du Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure (MATDSI)

Les candidats aux concours directs de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police, dix (10) élèves Officiers de police et mille cinq cents (1500) élèves Assistants de Police, présélectionnés à l'issue des épreuves sportives, sont informés que les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le dimanche 28 août 2016 dans le centre unique de Ouagadougou aux lieux suivants :

-Lycée Marien N'gouabi :

tous les candidats élèves Commissaires de Police et tous les candidats élèves Officiers de police présélectionnés ;

les candidats élèves Assistants de Police présélectionnés, dont les noms vont de ABEM Koubridouna, réceptionné n° 12340 à BAZIE Bayon, réceptionné n° 10509.

– **Lycée Philippe Zinda KABORE** : les candidats élèves Assistants de Police présélectionnés, dont les noms vont de BAZIE Bayon Marcel, réceptionné n° 7324 à SAWADOGO Elysé, réceptionné n° 16547.

– **Lycée NELSON Mandela** : les candidats élèves Assistants de Police dont les noms vont de SAWA-

DOGOU Eric, réceptionné n° 15240 à ZOURI Issa Ibrahim, réceptionné n° 14102.

Les candidats présélectionnés se présenteront aux lieux suscités à partir de 06 h 30 mn, munis de leur réceptionné, de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ayant servi au dépôt de leur dossier de candidature et du nécessaire pour composer.

Par ailleurs, les candidats élèves Commissaires sont informés que l'épreuve pratique d'informatique se déroulera le lundi 29 août 2016 et celle de l'orale, les mardi 30 et mercredi 31 août 2016 à l'Ecole Nationale de Police.

L'appel des candidats des dites épreuves débutera à 07 heures 00.

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale



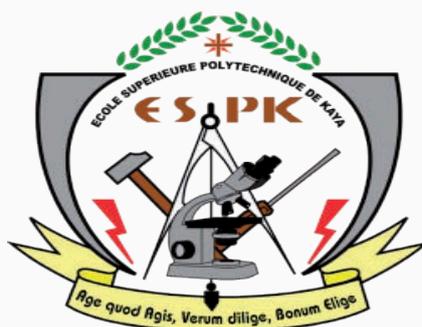
Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 48 chambres doubles.

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69
09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouedraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

Du 20 au 27 août 2016

GROUPE 4

1200 LOGEMENTS	22625360252
AMITIE MIYOUGOU	22625385236
BETHANIA	22625313141
CIRCULAIRE SEDE	22625384491
DIAWARA	22625306068
ESPOIR	22625315412
CARE	22625316206
HIPPODROME	22625503412
HOPITALE	22625306641
JEAN PAUL	22625418154
KADIAOGO	22625318788
KOUMA	22625385742
LALLE	22625456725
LES GRACES	22660808077
LOUIS PASTEUR	22625335867
MAIGNON	22625310120

MUSSE	22625366841
NATIGE	22625362800
OUEDRAGO	22625371652
PIERRE TAPSOBA	22625484433
PRINCIPALE	22625375415
SAHEL	22625318195
SIG NOGHIN	22625431778
SIRA	22625431778
SOMAGADE	22625358244
SOTISSE	22625364148
UNITE	22625343942
VENEGRE	22625430587
VIDAL	22625315288
VIEL	22625459825
WEND KUNI	22625362015
WEND YAM	22625483047

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

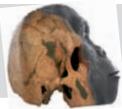
2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERHCE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTI-
NUE

Tél. : 25 40 94 04

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

APPEL A CANDIDATURES Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Droit Pénal et Sciences Crimi- nelles (Master 2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Droit Pénal et Sciences criminelles, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Droit Pénal et Sciences Criminelles a pour objectif de développer chez les étudiants une maîtrise théorique mais aussi une sensibilité pratique du droit pénal et de permettre à certains professionnels d'approfondir leurs pratiques.

Il est également une source de recyclage pour certains praticiens du droit pénal (avocats, magistrats, gendarmes, policiers, douaniers, etc.).

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle combine des enseignements théoriques, (dispensés par des universitaires africains et européens) et pratiques (séminaires donnés par des professionnels).

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel Droit Pénal et Sciences Criminelles est un diplôme juridique. L'étudiant doit par conséquent obligatoirement avoir suivi les matières de droit pénal (Général et Spécial) et de procédure pénale au cours de ses années de licence, maîtrise ou M1.

- Etre titulaire d'une maîtrise ou d'un Master 1 en sciences juridiques reconnu par le CAMES.

Les commissaires de police diplômés de l'académie nationale de police du Burkina Faso, titulaires d'une maîtrise universitaire autre que juridique et reconnue par le CAMES, sont admis en équivalence en deuxième année du master.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Les débouchés

Les débouchés des produits sont :

- Les professions dites réglementées (avocats, notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs) ;
- Agence de contrôle de l'Etat ;
- Agent judiciaire de l'Etat ;
- Juriste conseil d'entreprise ;
- Justice internationale (TPI, CPI) ;
- Organisations de défenses des droits de l'Homme.

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.
 - Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
 - 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
 - 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017
- Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du

1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif de mémoire envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Entretien : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des mémoires : 30 octobre 2017
- Soutenance des mémoires : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
- 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

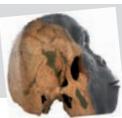
Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30decembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants s relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbre a 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est de rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**



Annonces

Sciences-Campus Info

Quotidien numérique

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina
- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des campus et universités
- L'actualité sur la santé et le bien être
- L'actualité au quotidien de chaque département ministériel
- L'actualité internationale

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour
sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail
du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

*Abonnez vous et obtenez le premium
du lundi au Dimanche*

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:.....

E-mail:.....

Téléphone:.....

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le
Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 226 25 37 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba